



CH-3003 Bern, GS-UVEK

CH-3003 Bern, GS-UVEK

Berne, 31 octobre 2008 (*Etat le 21 juin 2012*)

Concession pour une télévision régionale, assortie d'un mandat de prestations et don- nant droit à une quote-part de la redevance

octroyée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)

à **Canal 9
Technopôle
3960 Sierre**

sur la base des art. 38ss. de la loi fédérale du 24 mars 2006¹ sur la radio et la télévision (LRTV)

¹ RS 784.40

1 Droits

Article 1 Objet

Le concessionnaire a le droit de diffuser un programme de télévision régional dans la zone du Valais selon le numéro 3 de l'annexe 2, chiffre 2 à l'ordonnance du 9 mars 2007 sur la radio et la télévision (ORTV)².

Article 2 Type de diffusion

¹ Le programme est diffusé sur des lignes. La diffusion s'effectue conformément à l'art. 59, al. 1, let. b, LRTV (accès garanti); elle est limitée au territoire de la zone du Valais telle que définie dans l'annexe 2 à l'ORTV.

² Si un programme est diffusé sur des réseaux de lignes qui dépassent nettement les limites de la zone de desserte, le concessionnaire veille à ce que la diffusion effective ne déborde pas ladite zone de desserte.

³ En dehors de la zone de desserte, la diffusion du programme sur l'internet (streaming) n'est autorisée que si le programme ne peut être reçu que par moins de 1000 appareils simultanément avec une qualité correspondant à l'état de la technique.

⁴ Le concessionnaire est autorisé en outre à diffuser son programme par voie hertzienne terrestre dans la zone du Valais, définie dans l'annexe 2 à l'ORTV. Les détails de la diffusion par voie hertzienne terrestre numérique sont régis par les dispositions de la concession de radiocommunication, octroyée conformément à l'ordonnance du 9 mars 2007 sur la gestion des fréquences et les concessions de radiocommunication³.

Article 3 Quote-part de la redevance

¹ Le concessionnaire a droit à une quote-part de la redevance de 3'532'445 francs⁴ par année. Le DETEC procède à un réexamen du montant de la quote-part en règle générale après cinq ans et, le cas échéant, l'augmente ou le diminue.

² Le montant ne doit pas excéder 70% des coûts d'exploitation assumés par le concessionnaire.

³ Les coûts d'exploitation sont définis sur la base de l'art. 5 de l'ordonnance du DETEC du 5 octobre 2007 sur la radio et la télévision⁵. Ils doivent être déclarés conformément au plan comptable de l'Office fédéral de la communication (OFCOM).

⁴ L'OFCOM verse au concessionnaire 80% de la quote-part en quatre tranches trimestrielles durant l'année concernée. Les 20% restants sont payés l'année suivante, après examen des comptes annuels.

² RS 784.401

³ RS 784.102.1

⁴ Modification de la quote-part selon la décision du DETEC du 21 juin 2012.

⁵ RS 784.401.11

⁵ Si, après examen des comptes annuels, il s'avère que le montant de la quote-part excède 70% des coûts d'exploitation, l'OFCOM réduit proportionnellement le versement du solde ou exige la restitution de la somme versée en trop.

2 Obligations

Article 4 Etendue du mandat de prestations

¹ Sauf disposition contraire de la présente concession, les indications figurant dans le dossier de candidature et les documents complémentaires sont déterminants et contraignants en ce qui concerne l'étendue, le contenu et la nature de la diffusion ainsi que l'organisation et le financement du concessionnaire.

² Le concessionnaire peut temporairement restreindre les prestations assurées conformément à l'al. 1 et inscrites dans la présente concession, mais uniquement avec le consentement de l'OFCOM. Il informe immédiatement l'OFCOM par écrit lorsque surviennent des circonstances qui l'empêchent de respecter son obligation de prestations telle que décrite dans la candidature et la concession.

Article 5 Mandat en matière de programme

¹ Le concessionnaire diffuse un programme de télévision régional quotidien qui fournit principalement une information quotidienne portant sur les réalités significatives au niveau politique, économique et social de la région, et qui contribue à la vie culturelle de la zone de desserte.

² Aux heures de grande écoute (de 18h à 23h), le concessionnaire s'assure que cette information locale et régionale:

- a. porte en premier lieu sur des aspects importants ayant trait à la politique, à l'économie, à la culture, à la société et au sport;
- b. soit variée;
- c. représente une grande diversité d'opinions et d'intérêts;
- d. permette à un grand nombre de personnes ou de groupes différents de s'exprimer;
- e. représente l'ensemble de la zone de desserte.

³ Dans le cadre de son mandat de prestations, le concessionnaire peut également proposer sur l'internet des contributions liées au programme et qui présentent un lien temporel et thématique direct avec les émissions diffusées.

Article 6 Fenêtre de programme

¹ Les jours ouvrables, le concessionnaire diffuse pour la partie francophone et pour la partie germanophone de la zone de desserte une fenêtre de programme journalistique aux heures de grande écoute. Le week-end, la fenêtre de programme est diffusée en fin d'après-midi.

² Le concessionnaire fournit des prestations qui correspondent aux particularités politiques, économiques et culturelles des deux régions linguistiques. La fenêtre de programme est produite dans la région concernée par des professionnels du programme qui connaissent bien les réalités locales.

³ La durée de la fenêtre de programme atteint progressivement 30 minutes, conformément au calendrier et à l'aperçu du programme présentés dans la demande de concession. Hormis les actualités, elle comprend un bulletin météorologique détaillé et un résumé des événements du jour. En outre, des débats sur des thèmes actuels sont régulièrement diffusés dans le cadre de la fenêtre programmatique.

⁴ Pour favoriser la compréhension mutuelle entre les deux régions linguistiques, le concessionnaire diffuse, en dehors de la fenêtre de programme, des émissions communes (p. ex. sur des manifestations culturelles et sportives), ainsi que toutes les versions originales produites dans les deux régions.

Article 7 Gestion de la qualité

¹ Le concessionnaire établit d'une part un règlement d'exploitation qui définit clairement les tâches et les responsabilités, et d'autre part des principes directeurs décrivant les conditions d'exécution du mandat de prestations.

² Il engage un nombre suffisant de journalistes pour pouvoir remplir correctement le mandat de prestations. La rédaction compte au moins trois professionnels du programme pour une personne en formation.

³ Il met en place un système de gestion de la qualité qui comprend au moins les éléments suivants, en rapport avec la production journalistique de programmes:

- a. des objectifs et des normes en matière de qualité, tant pour le contenu que pour la forme (normes journalistiques, concepts d'émission, etc.);
- b. des procédures définies par écrit, permettant de vérifier régulièrement si les buts en matière de qualité ont été atteints, à savoir des mécanismes de prévention ou conçus pour améliorer la qualité des programmes (processus de vérification, systèmes de feedback, etc.).

⁴ Il fait évaluer régulièrement la gestion de la qualité par une organisation externe de son choix, reconnue par l'OFCOM. Le premier rapport d'évaluation, y compris les conclusions, doit être remis à l'OFCOM 12 mois après l'entrée en vigueur de la présente concession. Les rapports suivants sont délivrés tous les 24 mois.

⁵ Au plus tard trois mois après avoir remis le rapport d'évaluation, le concessionnaire présente à l'OFCOM comment il entend mettre en œuvre les mesures relatives à la gestion de la qualité exigées dans ledit rapport.

Article 8 Conditions de travail usuelles dans la branche

¹ Le concessionnaire respecte le droit du travail et observe les conditions de travail usuelles dans la branche. Il régleme au moins le salaire, le temps de travail, les vacances, la formation et le perfectionnement des employés fixes et des stagiaires. Il est tenu de respecter les engagements qu'il a pris en la matière dans le dossier de candidature.

² Il fournit gratuitement sur demande toutes les données dont l'OFCOM a besoin pour mener auprès des concessionnaires une vaste enquête destinée à déterminer les conditions de travail usuelles dans la branche.

Article 9 Formation et perfectionnement des professionnels du programme

¹ Le concessionnaire encourage les professionnels du programme et les stagiaires à participer à des cours de formation et de perfectionnement consacrés spécifiquement à leur profession.

² Il mentionne dans le rapport annuel les mesures prises dans le domaine de la formation et du perfectionnement des professionnels du programme et des stagiaires.

³ Il indique dans le rapport annuel remis à l'OFCOM la part du budget allouée à la promotion de la formation et du perfectionnement en dehors de l'entreprise.

Article 10 Dispositions particulières

Le concessionnaire veille à ce que les participations des collectivités publiques et des personnes morales détenues en majorité par une autorité étatique soient inférieures à 50%. Il en va de même pour la composition des organes exécutifs (comité, bureau exécutif).

Article 11 Contenus et types d'émissions interdits

Il est interdit au concessionnaire de diffuser les contenus ou les types d'émissions suivants:

- a. les annonces de radars;
- b. les jeux concours qui ont pour seul but de générer des bénéfices et qui n'ont pas de contenu journalistique;
- c. la publicité pornographique, notamment pour des numéros de services à valeur ajoutée avec contenu érotique et la publicité pour des services érotiques.

3 Dispositions finales

Article 12 Durée de validité

¹ La présente concession remplace la concession du 4 mai 1998. Elle entre en force le 1^{er} janvier 2009 ou avant cette date si le concessionnaire renonce par écrit à sa concession du 4 mai 1998; elle est valable jusqu'au 31 décembre 2019.

² La présente concession s'éteint automatiquement si le concessionnaire ne diffuse pas son programme dans les 90 jours qui suivent l'entrée en force de la concession.

DETEC Département fédéral de l'environnement,
des transports, de l'énergie et de la communication

sig. Doris Leuthard

Doris Leuthard
Conseillère fédérale